

Rapport Auzannet : une déclaration de Guerre contre Orbival et le métro du Grand Paris Express

Conseil général



Créteil, le 14 décembre 2012

Je viens de prendre connaissance du rapport Auzannet sur le Grand Paris Express qui fait suite à une commande passée par la ministre chargée de l'égalité des territoires.

Ce rapport constitue une véritable déclaration de guerre contre Orbival et le métro du Grand Paris Express.

En effet, en s'appuyant sur un constat financier qui demande à être vérifié, il propose ni plus ni moins au gouvernement de détricoter totalement le projet validé il y a deux ans par l'Etat, la Région et les 8 départements d'Ile-de-France.

Plus grave, sous des atours pseudo-sérieux, ce rapport si, il était suivi par le gouvernement, générerait une remise en cause totale des étapes franchies ces deux dernières années.

Ainsi, en Val-de-Marne, il renvoie aux calendes grecques à la fois la ligne bleue qui relie Paris à Orly, la ligne Orange qui relie Champigny centre à Rosny et enlise pour de longues années la ligne rouge, le tracé que nous appelons ici ORBIVAL, qui pourtant était prêt à faire l'objet d'une enquête publique.

En préconisant de repousser de plus de 15 ans le démarrage des travaux entre Noisy-Champ et Champigny-centre et d'abandonner la réalisation de l'atelier garage et du poste de commandement centralisé au niveau du secteur Champigny-Bry-Villiers, Pascal Auzannet propose de fait un arrêt brutal du projet. Aucune ligne de métro ne peut en effet fonctionner sans ce type d'équipement.

Ces éléments qu'il ne peut ignorer, lui avaient été communiqués. Il n'en a pas tenu compte preuve si besoin en était, au mieux de l'absence de sérieux de ce travail, au pire de caractère à charge de celui-ci.

Au bout du compte et à court terme il ne reste rien pour le Val-de-Marne alors que les travaux sur la ligne rouge devaient démarrer dans deux ans. C'est totalement inacceptable !

C'est mépriser totalement toute la mobilisation populaire et consensuelle du Val-de-Marne autour du projet Orbival. C'est mépriser tout le travail d'élaboration commun réalisé autour de l'accord du Grand Paris Express en Ile-de-France. C'est ne tenir aucun compte de toutes les réunions publiques tenues autour de ce projet, y compris celles ayant rassemblé très récemment plus de 6 000 personnes autour de la ligne rouge sud.

Je partage donc entièrement les propos tenu par Jean-Paul Huchon, Président de la Région qui déclarait hier : *« Je ne vais pas me laisser imposer par un rapport de fonctionnaire une modification d'un dossier que nous portons, nous, la région, au côté de l'Etat. Nous, on a un projet, il a été voté, il a fait l'objet d'un protocole entre la région et l'Etat (...). Il ne faut pas toucher à un accord politique pour changer le système de transports ».*

J'en appelle solennellement au Premier Ministre, je lui demande de réunir sans délais l'ensemble des élus et acteurs concernés afin de dégager des pistes sérieuses pour tenir les engagements pris par l'Etat. Je pense notamment aux recettes nouvelles qui pourraient être dégagées ce que le Rapport Auzannet s'est bien gardé de faire.

Ce projet de métro la banlieue en a impérieusement besoin. Les habitants n'en peuvent plus de la galère quotidienne des déplacements impossibles de banlieue à banlieue. Enfin, et j'invite le gouvernement à y être très attentif, pour sortir de la crise, ce n'est pas en revenant sur des projets qui génèrent mieux vivre, développement économique et emploi que l'on avancera dans le bon sens.

Au moment où s'accélère le débat sur la gouvernance métropolitaine je tiens à dire le plus clairement possible, il n'y aura pas de métropole sans métro.

Christian Favier
Sénateur
Président du Conseil général du Val-de-Marne